



Obs’COP 2023 : Changement climatique : l'opinion mondiale face à ses contradictions

Paris, le 23 novembre 2023 - En tant qu'acteur majeur du secteur énergétique au niveau mondial et engagé pour la neutralité carbone d'ici 2050, EDF présente les résultats d'une étude d'opinion menée pour la 5ème année consécutive par Ipsos dans 29 pays¹ sur cinq continents, comptant les deux tiers de la population mondiale et parmi lesquels figurent les plus importants émetteurs de CO₂. EDF réalise ainsi chaque année un état des lieux international des opinions, connaissances, attentes et niveaux d'engagement face au changement climatique pour nourrir la réflexion et participer à la recherche constructive de solutions pour l'avenir.

Les résultats sont en libre accès sur : www.edf.fr/observatoire

1/ Exposés aux effets les plus graves du changement climatique, les pays émergents se montrent plus inquiets que les pays occidentaux

- **Les fortes chaleurs et les canicules marquent les esprits sur toute la planète**
Les perceptions des événements climatiques sont très homogènes : les fortes chaleurs sont ressenties par 63% de la population mondiale (et au moins 50% dans la plupart des pays). L'indifférenciation des saisons est le deuxième signe assez largement partagé (41%). **Les Français sont particulièrement marqués par les canicules et les sécheresses**, qui ont touché le territoire en 2022 et 2023. Avec 72% qui mentionnent les fortes chaleurs en France, la situation hexagonale semble proche de celle de l'Espagne (73%), du Maroc (73%) ou de la Turquie (78%).
- **Ces événements sont bien le signe du changement climatique**
80% des interviewés considèrent que ces phénomènes qui se produisent dans leur pays sont de plus en plus provoqués ou aggravés par le changement climatique, 43% répondant même "oui, tout à fait". Un taux de certitude très élevé en Amérique du Sud (66%).
- **Les pays les plus vulnérables aux catastrophes climatiques sont les plus inquiets**
43% de la population mondiale se montre très préoccupée par le changement climatique : ce n'est certes pas la majorité, mais c'est une proportion déjà très importante, qui n'a pas évolué entre 2022 et 2023. Cette inquiétude est très corrélée avec la vulnérabilité objective des pays aux effets du changement climatique² : l'inquiétude est forte dans des pays où les populations constatent que les catastrophes climatiques se multiplient et ont des effets durables sur les infrastructures, la vie humaine et l'économie (par exemple : Brésil, Colombie, Inde, Indonésie...).
- **30% des habitants de la planète se déclarent même angoissés**
Lorsque les interviewés qualifient leur sentiment en choisissant dans une palette de 6 mots, allant de la sérénité à l'angoisse, 30% déclarent éprouver de l'angoisse, soit un taux qu'on peut qualifier de très élevé pour une telle émotion. Celle-ci n'est pas corrélée à la vulnérabilité du pays : elle répond davantage à une équation individuelle. À niveaux de vulnérabilité comparables, l'angoisse est certes très élevée en Indonésie et au Japon, mais elle est faible au Chili ou au Brésil. Enfin, contrairement aux idées reçues, l'anxiété climatique est

¹ La méthodologie : sélection des pays sur la base de leurs émissions en CO₂ en tonnes par an, selon leur localisation géographique, leur valeur d'exemplarité dans la lutte contre le réchauffement climatique et leur modèle économique-social : Afrique du sud, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Corée du Sud, Égypte, Émirats Arabes Unis, Espagne, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Maroc, Mexique, Nigéria, Norvège, Pologne, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Turquie. Échantillons représentatifs de la population entre 500 et 1000 personnes par pays ; méthode des quotas. Terrain réalisé par Internet entre le 16/08 et le 02/10/23. En raison du contexte géopolitique, les résultats de la Russie ne sont pas disponibles cette année.

² Telle que la mesure l'Indice mondial des Risques Climatiques (IRC) calculé par l'ONG GermanWatch. Voir : <https://www.germanwatch.org/fr/19777>

nettement moins ressentie en Europe qu'ailleurs (19%, et 21% en France), et ce ne sont pas les jeunes qui sont les plus concernés. Mais il est vrai que les plus âgés la ressentent moins.

2/ C'est dans les pays développés que l'environnement et le climat sont considérés comme des enjeux prioritaires, tandis qu'ils sont concurrencés par d'autres priorités dans les pays du Sud

- Lorsqu'il s'agit de définir la place que l'environnement et le climat occupent relativement aux autres enjeux selon les pays, la situation est l'inverse de ce que l'on mesure sur l'inquiétude et la constatation des effets.
- **Du côté des pays d'Europe, d'Amérique du Nord, voire d'Asie**, les populations continuent à placer l'environnement dans le top 5 de leurs préoccupations, malgré la crise inflationniste, la pression des thématiques sociales, sécuritaires ou migratoires. De même, dans ces pays, la lutte contre le changement climatique est considérée comme la priorité absolue (comparée aux diverses pollutions, par exemple).
- **Dans les pays du Sud**, l'environnement influe sans doute plus négativement sur la vie quotidienne qu'au Nord, compte tenu des infrastructures et du niveau de vie des populations. Pour autant, le chômage, la criminalité ou la corruption sont les principales préoccupations des populations. L'environnement reste une préoccupation secondaire. De même pour le climat, dont les conséquences peuvent être dramatiques, mais qui pâtit d'une concurrence des pollutions, lesquelles, pour le moment, paraissent plus urgentes à endiguer.

3/ Face aux catastrophes actuelles, environ un tiers de la population est encore dans le déni ou la relativisation

- **Après avoir progressé pendant quatre ans, le climato-scepticisme s'est stabilisé**
Le climato-scepticisme stagne plus qu'il ne régresse : 36% (-1 pt vs 2022) de la population mondiale conteste toujours l'origine humaine du changement climatique. Là aussi, il prospère autant parmi les pays vulnérables que parmi les pays plus résilients ; les pays dépendants des énergies fossiles voient souvent leurs populations rejeter la responsabilité de l'Homme. Il n'est peut-être plus aussi crucial de s'en alarmer quand on constate qu'il a peu d'influence sur le comportement des populations en terme environnemental. Cette année, il progresse assez nettement au Canada et en Italie, mais recule en Arabie Saoudite et en Scandinavie. En France, il recule également (35%, - 2 pts).
- **Quatre habitants de la planète sur dix relativisent les effets à venir du changement climatique**
Si peu de gens dans le monde imaginent que le réchauffement entraînera essentiellement des conséquences positives (3%), 27% pensent qu'elles seront autant positives que négatives et 11% ne répondent pas à la question. Ce qui fait tout de même 41% qui estiment qu'il n'y a pas que du négatif à attendre. Des réponses qui surprennent par leur ampleur dans des pays très vulnérables comme l'Inde, l'Australie, l'Indonésie ou l'Afrique du Sud (> 40%). En France, le relativisme est à la fois plus élevé que dans le reste du monde (48%) et il a tendance à progresser (+3 pts vs 2021).

4/ La peur de devoir quitter son lieu d'habitation et d'être confronté aux migrations climatiques

- **Dans les pays du Sud, et notamment dans la zone équatoriale, la crainte d'être contraint de changer de lieu d'habitation à cause du changement climatique est très présente** : elle touche plus de la moitié de la population. Mais dans certains pays, c'est une très large majorité de la population qui se sent concernée : 66% des Indiens, 62% des Égyptiens, 57% des Indonésiens... Dans certains pays du Nord, la crainte existe aussi mais à des niveaux bien moindre : en Italie, en Espagne, aux États-Unis et en France, plus de 20%

l'envisagent. Notons tout de même que, dans l'hexagone, 8% sont certains de ne bientôt plus pouvoir vivre là où ils habitent actuellement.

- **Mais c'est la perspective de voir affluer des migrants climatiques en grand nombre** qui semble probable pour beaucoup, en particulier dans les pays déjà soumis à une pression migratoire (Turquie, Espagne, Italie) ou qui s'attendent à de nombreux déplacés de l'intérieur (comme l'Inde). Les Français sont parmi ceux qui en sont le plus certains : 32%, soit beaucoup plus que les Espagnols (26%) ou les Italiens (25%).

5/ Malgré une réticence de plus en plus forte à renoncer à leur mode de vie, les citoyens-consommateurs essaient de changer leurs habitudes

- **L'injonction faite aux populations de changer leur mode de vie atteint de plus en plus ses limites**
Ceux qui pensent qu'il faut privilégier cette solution plutôt que faire confiance aux solutions technologiques sont passés de 53% à 46% en cinq ans. La France reste plus favorable aux évolutions des habitudes individuelles (52%). Autre résultat concordant : les populations considèrent que la clé du sauvetage climatique est entre les mains des gouvernements, beaucoup moins à la main des citoyens.
- **Pour autant, ceux-ci déclarent de plus en plus fournir des efforts pour consommer de façon plus écologique**, notamment en renonçant davantage à la voiture. L'Europe a été contrainte à la sobriété énergétique, mais celle-ci semble entrer dans les habitudes. La France apparaît en pointe dans ce mouvement, ainsi que pour limiter le recours à la voiture. L'information des consommateurs devrait toutefois être plus précise, afin de les amener à prioriser les efforts sur les vrais leviers de décarbonation des usages.

6/ Politiques climatiques : les marges de manœuvre des gouvernants se rétrécissent

- **L'inaction climatique des gouvernements est moins critiquée qu'il y a cinq ans**
56% des interviewés estiment que leurs gouvernants agissent (contre 48% en 2019). Mais ce sont les autorités locales - en première ligne face aux catastrophes météorologiques, notamment - qui ont véritablement surgi sur la scène climatique : +14 points de visibilité en 5 ans !
- **L'acceptabilité des politiques climatiques, notamment lorsqu'elles contraignent les libertés individuelles, est le vrai point noir de cette étude**
 - Dans les pays à PIB élevé notamment, les politiques visant à restreindre le coût ou la liberté de circulation en voiture se voient opposer un refus catégorique. Les seules ouvertures concernent l'interdiction des vols courte distance et le malus écologique. Mais la taxe carbone sur les énergies, compte tenu du contexte inflationniste que connaissent toutes les économies, demeure hors de question, notamment en Europe.
 - Certaines décisions concernant les infrastructures sont acceptables dans un assez grand nombre de pays, dont la France : **ne plus construire d'aéroports ou d'autoroutes supplémentaires** est une décision qui peut s'envisager en Europe, mais aussi en Inde, en Chine, en Corée, en Turquie...
 - En revanche, l'idée selon laquelle il faudrait **"densifier les villes en limitant les maisons individuelles au profit d'immeubles collectifs"** crée des réactions très contrastées selon les pays : bien acceptée en Inde, en Chine, en Indonésie, et en Afrique et au Moyen-Orient, elle est rejetée en Europe (donc en France), ainsi qu'au Japon et en Corée.
 - L'autre versant des politiques climatiques (celles qui concernent **l'adaptation au changement**) n'est pas très visible de la part du public mondial, à part dans quelques pays qui semblent pionniers et situés plutôt en Asie.
 - Dans le domaine énergétique, la donne ne change réellement que pour le nucléaire qui poursuit son retour en grâce, notamment en Europe.

A propos d'EDF

Acteur majeur de la transition énergétique, le groupe EDF est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce, la vente d'énergie et les services énergétiques. Leader des énergies bas carbone dans le monde, le Groupe a développé un mix de production diversifié basé principalement sur l'énergie nucléaire et renouvelable (y compris l'hydraulique) et investit dans de nouvelles technologies pour accompagner la transition énergétique. La raison d'être d'EDF est de construire un avenir énergétique neutre en CO2 conciliant préservation de la planète, bien-être et développement, grâce à l'électricité et à des solutions et services innovants. Le Groupe participe à la fourniture d'énergie et de services à environ 40,3 millions de clients (1), dont 30,3 millions en France (2). Il a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires consolidé de 143,5 milliards d'euros.

(1) Les clients sont décomptés par site de livraison ; un client peut avoir deux points de livraison : un pour l'électricité et un autre pour le gaz.

(2) Y compris ES (Électricité de Strasbourg) et SEI.

A propos d'IPSOS

Ipsos est l'un des leaders mondiaux des études de marché et des sondages d'opinion, présent dans 90 marchés et comptant plus de 18 000 collaborateurs.

Nos chercheurs, analystes et scientifiques sont passionnément curieux et ont développé des capacités multi-spécialistes qui permettent de fournir des informations et des analyses poussées sur les actions, les opinions et les motivations des citoyens, des consommateurs, des patients, des clients et des employés. Nos 75 solutions s'appuient sur des données primaires provenant de nos enquêtes, de notre suivi des réseaux sociaux et de techniques qualitatives ou observationnelles.

Notre signature « Game Changers » résume bien notre ambition d'aider nos 5 000 clients à évoluer avec confiance dans un monde en rapide évolution.

Créé en France en 1975, Ipsos est coté à l'Euronext Paris depuis le 1er juillet 1999. L'entreprise fait partie des indices SPF 120 et Mid-60 et est éligible au service de règlement différé (SRD). ISIN code FR0000073298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg IPS:FP.
www.ipsos.com

N'imprimer ce communiqué que si vous en avez l'utilité.

EDF SA

22-30 avenue de Wagram
75382 Paris cedex 08 - France
Capital de 2 084 365 041 euros
552 081 317 R.C.S. Paris
www.edf.fr

Contacts**Presse EDF :**

service-de-presse@edf.fr / 01 40 42 46 37

Presse IPSOS :

Julien Caietti / julien.caietti@ipsos.com / 07 60 76 30 73

Analystes & Investisseurs :

edf-irteam@edf.fr